

# Intervention SPACE 2017

-

Rennes

---

Mardi 12 septembre 2017

-----  
Monsieur le Président du SPACE, Marcel DENIEUL,

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames et Messieurs les conseillers Régionaux et  
Départementaux,

Mesdames et Messieurs les présidents de chambres,

Mesdames et Messieurs les représentant professionnels et  
syndicaux,

Mesdames et Messieurs en vos grades et qualité,

-----  
Merci à tous de m'accueillir pour ce 30<sup>ème</sup> anniversaire du  
SPACE.

Merci de m'accueillir pour ce RV annuel incontournable.

En venant ici à votre invitation, je sais que je viens faire beaucoup plus qu'une simple visite.

Le SPACE, c'est un projet un peu fou imaginé par des professionnels, le pari de l'imagination des territoires, la démonstration – s'il en était besoin – que tout ne passe pas par Paris.

Le SPACE, c'est aussi le pari fait par des acteurs engagés qu'il fallait un lieu d'échanges qui leur ressemble, et Rennes, de par sa situation au cœur de l'une des plus grandes régions d'élevage d'Europe, était le lieu le plus naturel.

C'est enfin le pari qu'en plus de la vitrine grand public que représente le salon de l'agriculture à Paris, il était indispensable d'avoir un vrai RV annuel pour échanger entre professionnels de l'élevage, tous les ans, à la rentrée.

Après 30 ans, avec 100.000 visiteurs, 1500 exposants dont 1/3 d'exposants internationaux, 15 hectares de stands on peut dire, Monsieur le Président, que l'ambition que vous avez portée en succédant à Jean-Michel Lemétayer, est plus que satisfaite.

\*

Avant toutes choses, comme je l'ai fait dans la Manche pour le festival de la ruralité, au salon des CUMA dans le Calvados ou encore ce WE à Compiègne pour Terre de JIM, je veux chaleureusement saluer l'organisation et les centaines de bénévoles qui préparent l'évènement depuis des mois, je veux saluer aussi la capacité qu'a le monde agricole à agir collectivement dans des contextes parfois difficiles.

Une organisation comme celle-ci, on le sait tous, c'est une addition de petits et de grands défis à relever, de stands à monter, de parking à prévoir, de restauration à préparer, de sécurité à anticiper, de financements à réunir, pour accueillir 100.000 personnes dans des conditions aussi favorables.

Je veux saluer le travail des collectivités locales, départementales et régionales ainsi que le travail de l'ensemble des services de l'Etat, sans qui, rien de ce que nous voyons n'aurait été possible.

-----

Je vous disais à l'instant que venir au SPACE, c'est faire beaucoup plus qu'une simple visite.

En venant ici, je sais que je viens prendre le pouls de tout un bassin, de toute une profession, de tout un secteur d'activité.

Je sais que c'est un RV où l'on parle franchement, que les rencontres et les échanges y sont riches, fructueux, nombreux et parfois même...rugueux.

Je sais que derrière la magnifique vitrine du SPACE, il y a des professionnels qui sont parfois inquiets et impatients.

Je sais aussi que le SPACE c'est l'un des lieux où l'on dépasse les postures et les clivages artificiels. Un lieu où on peut se dire les choses sans filtre.

Je sais tout ça.

-----

Le SPACE a donc 30 ans.

On pourrait avoir la tentation, à l'occasion de cet anniversaire, de faire un bilan filière par filière, de faire des comparaisons de l'évolution des prix payés aux producteurs, ou de regarder l'évolution des exploitations... on pourrait faire ça. Mais je ne suis pas là pour faire des constats pendant des mois, pas plus que je ne suis là pour distribuer des bons ou des mauvais points.

-----

**Parce que la situation, on la connaît.**

➔ Il y a la course effrénée aux prix bas qui est destructrice d'emplois, destructrice de valeur, destructrice de notre environnement et qui empêche nos filières de s'adapter aux évolutions nécessaires pour rester dans la compétition mondiale.

**Le bon prix c'est le prix juste, ce n'est pas mécaniquement le prix le plus bas.**

- ➔ Il y a une crise des installations qui est profonde et un énorme défi de renouvellement des générations à relever dans les 10 prochaines années. Heureusement, il y a encore des vocations nombreuses et les déplacements que j'ai effectués ces derniers jours à Terre de Jim ou lors de la rentrée scolaire dans les établissements agricoles peuvent en attester.
- ➔ Il y a une image de l'agriculture parfois dégradée et qui doit être restaurée pour contribuer à renforcer l'attractivité de ce secteur mais aussi pour maintenir et parfois rétablir le lien si particulier qui lie les Français à leur agriculture et à leurs agriculteurs. Les citoyens attendent beaucoup de l'agriculture, parfois trop mais ils méconnaissent aussi trop souvent l'ensemble des services rendus par l'agriculture.
- ➔ Il y a les besoins en capitaux qui ont explosé avec des investissements de plus en plus lourds pour s'installer ou simplement pour moderniser les outils de production et de transformation.
- ➔ Il y a les marchés, qui, dans de nombreuses productions sont erratiques. Le secteur de l'élevage paie un lourd tribut à cette instabilité qui devient la règle.

➔ Il y a enfin les aléas qui sont plus fréquents. Que ce soient les aléas climatiques, environnementaux, économiques ou encore sanitaires.

Il ne m'a pas fallu 2 mois pour faire ces constats. Je suis élu dans un territoire rural et agricole et cette situation, je ne l'ai pas découverte en juin dernier.

-----

Face à ces constats, il nous faut construire ensemble. Et parce que je ne veux pas, et je sais que c'est aussi votre cas, que les relations entre l'Etat, l'Europe, les collectivités et les professionnels ne se résument qu'à des questions de curseurs dans l'attribution des aides publiques, **je veux vous parler de méthodes, de voies de progrès.**

**Les vrais sujets ce sont ceux-là.**

➔ **D'abord la Méthode :**

En ce qui me concerne, la méthode sera toujours la même. C'est celle du dialogue et de la recherche du compromis. Le compromis, c'est le pas qu'il faut faire l'un vers l'autre. Le compromis, ce n'est pas le consensus mou, c'est un accord ferme qui ne peut être atteint que dans l'écoute, le dialogue, le respect de l'autre et la bonne foi.

Cette méthode c'est celle que le Président de la République a voulu en lançant les états généraux de l'alimentation.

La tenue de ces Etats généraux de l'alimentation est une démarche nationale. Elle n'est pas exclusive des autres grands défis qu'il nous faut relever en matière d'exportations, de simplification administrative, d'harmonisation des normes ou encore de régulation européenne.

Avec cette démarche, nous voulons mettre chacun face à ses responsabilités.

Les ateliers se réunissent depuis fin août et les chantiers sont nombreux pour permettre d'inverser cette spirale funeste de la course aux prix le plus bas. Nous avons aussi fait le choix d'associer les consommateurs et d'autres associations citoyennes à nos travaux parce que l'acte d'achat peut aussi être un acte militant.

J'ai voulu également que les travaux se prolongent dans les territoires sous l'égide des préfets, en liaison étroite avec les conseils régionaux et les chambres d'agriculture et que chacun puisse apporter ses propositions. J'espère que vous serez nombreux à participer aux journées territoriales qui sont en cours de préparation. Par ailleurs, la plateforme collaborative est pleinement opérationnelle depuis plusieurs semaines. N'hésitez pas, exprimez-vous !

Dans quelques semaines, à l'issue de cette première phase de travail des ateliers, des propositions seront faites par le Présidents de la République pour améliorer notamment les

relations contractuelles au sein du triptyque : Producteurs – transformateurs – distributeurs.

L'Etat saura prendre sa part du travail, notamment en légiférant ou en réglementant si c'est nécessaire, en incitant là où il le peut. Mais cela ne doit pas occulter la part de travail et de responsabilité de chacun, je parle ici de l'ensemble des acteurs et parties prenantes dans l'agriculture et l'alimentation.

➔ **Parler méthode, c'est donner un cadre,**

**Parler de solutions, de voies de progrès, c'est donner un cap et c'est aussi dire le « qui doit faire quoi ? »**

Le Premier Ministre l'a dit avec une grande clarté lors du lancement des états généraux de l'alimentation **« l'Etat peut faire beaucoup, mais il ne doit pas tout faire au risque de mal faire, voire de faire moins bien que vous »**

C'est un message fort.

Le rôle de l'Etat, quel est-il ?

C'est d'abord de faire en sorte que les règles soient claires, efficaces et applicables. C'est d'assurer que l'encadrement



des relations commerciales est fonctionnel et redresse d'éventuels déséquilibres. C'est de permettre un encadrement incitatif pour renforcer la structuration des filières. Cela peut-être aussi de réfléchir aux notions de « seuil de revente à perte » et de « prix abusivement bas », expression entendue dans l'un des ateliers. C'est de veiller à ce que les règles en matière de droit de la concurrence soient respectées, c'est de faire en sorte que le cadre législatif et réglementaire soit adapté aux spécificités de l'agriculture tant au niveau français qu'au niveau européen.

Le rôle du Gouvernement, c'est aussi de faire en sorte que le sérieux budgétaire qui est nécessaire à la restauration de notre crédibilité sur la scène internationale soit respecté. C'est la condition pour que nous obtenions demain une PAC forte qui protège et qui régule.

Le rôle du Gouvernement, c'est de faire en sorte que les attentes sociétales, les enjeux environnementaux et sanitaires, par exemple dans les domaines de l'amélioration du bien-être animal, de la réduction de l'utilisation des antibiotiques et des produits phytosanitaires puissent être pris en compte dans la transformation de notre agriculture.

Cette prise en compte doit se faire de façon pragmatique. Il importe notamment de tenir compte de l'existence ou non, d'alternatives réelles sur le plan agronomique ou sur le plan phytosanitaire, ainsi que de la nécessaire homogénéité des règles et des pratiques au sein de l'Union européenne.

Le rôle du Gouvernement, c'est encore de faire en sorte que les démarches d'investissement, d'innovation, de formation soient accompagnées financièrement par la puissance publique, et mobilisant les acteurs qui peuvent y contribuer. Pas plus tard que la semaine dernière, j'inaugurai, à quelques kilomètres d'ici, une extension de l'Agrocampus Ouest, cet établissement d'excellence qui forme les ingénieurs et scientifiques de demain.

Le rôle du Gouvernement, c'est enfin de faire en sorte que la solidarité nationale puisse pleinement jouer chaque fois que c'est nécessaire. Je pense en l'espèce à la protection et à l'adaptation contre les aléas climatiques, sanitaires ou économiques. Je pense aussi à la nécessité de compenser les handicaps naturels de certains bassins de production.

Mesdames et Messieurs, si je viens de vous parler du rôle du Gouvernement et de mes responsabilités de Ministre, c'est pour mieux mettre en exergue votre rôle et vos responsabilités en tant que professionnels.

Je vous le redis, avec une certaine solennité, « **l'Etat ne doit pas tout faire, au risque de faire mal ou moins bien que vous** ».

L'agriculture française est l'une des plus puissantes et reconnues du monde.

Elle le doit à sa capacité à entreprendre, à s'adapter, à exporter et à innover. Elle le doit aussi en grande partie à ses organisations collectives, à ses Cuma, à ses entreprises agro-alimentaires, à ses outils financiers, à ses outils de développement, à ses syndicats, à ses consulaires.

Elle le doit, enfin, à son organisation très structurée des filières.

Puisque le SPACE a 30 ans, qu'il a atteint la maturité, puisque c'est le lieu où l'on se dit tout, avec franchise et parfois même avec un peu de rudesse, je vous le dis avec franchise et avec conviction :

**Il est des filières qui vont mal et qui savent qu'elles doivent se transformer en profondeur pour rebondir et mieux faire face à l'avenir.**

**Il est aussi des filières qui vont mieux mais ce n'est pas pour autant qu'elles ne doivent pas se réformer. Il est toujours plus difficile de se réformer pour se renforcer lorsque cela va bien que dans la crise. Mais si la réforme dans la crise est généralement nécessaire, elle laisse trop souvent trop de monde au bord du chemin.**

Mais il y a également des filières nouvelles et des filières d'excellence, qui innovent, investissent et offrent de nouvelles perspectives que nous devons saisir pour répondre aux attentes d'aujourd'hui et de demain.

Dans ce cadre, où les responsabilités de chacun sont bien réparties et où on se dit les choses, dans ce cadre où la recherche de voies de progrès partagées est le moyen commun pour avancer, je dois vous dire que ce qui relève de l'organisation des filières (de vos filières) est de votre responsabilité.

L'organisation des filières, cela recouvre une composante économique, avec par exemple la capacité des producteurs à s'organiser pour peser davantage dans les relations contractuelles avec les transformateurs et la distribution. Mais cela recouvre aussi d'autres aspects, comme l'évolution des pratiques individuelles pour mieux prendre en compte les risques, notamment sanitaires. Comment ne pas penser ici aux enjeux de la biosécurité dans les élevages de volailles menacés par la grippe aviaire ?

-----

Mesdames et messieurs, pour conclure ce propos je vais vous parler d'un acteur que je n'ai pas encore cité.

Cet acteur, c'est le consommateur.

Ses attentes sont multiples, parfois complexes. Cela offre des opportunités exceptionnelles en matière de conquête de nouveaux marchés et de création de valeur ajoutée.

Cela impose aussi parfois des défis nouveaux à relever. C'est notamment le cas sur le plan environnemental ou sanitaire.

Certains vivent cette évolution comme une contrainte de plus et j'ai la conviction qu'ils font fausse route. Répondre à ces évolutions et à ces attentes c'est prendre un temps d'avance, nous ne pouvons pas attendre que d'autres le fassent à votre, à notre place. Il faut transformer ce qui peut être perçu parfois comme une contrainte en une opportunité formidable qui doit montrer que notre agriculture peut être multi-performante :

- sur le plan économique et social, en permettant aux agriculteurs de réaliser leurs projets et d'en vivre dignement, ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions attirer les jeunes vers les métiers de l'agriculture ;
- sur le plan sanitaire, par c'est une exigence incontournable vis à vis du consommateur ;
- sur le plan environnemental, parce qu'une agriculture qui ne respecterait pas l'environnement c'est une agriculture qui ne parie pas sur son avenir.

La question à se poser ce n'est pas de savoir « **comment on pourra s'affranchir de cette évolution de la demande** »

La question à se poser « **c'est comment être les premiers à répondre aux nouvelles attentes des consommateurs.** »

Ne nous trompons pas.

Au final, celui qui décide, ce n'est pas le Ministre qui autorisera ou interdira telle ou telle molécule.

Ce n'est pas non plus l'agriculteur ou le transformateur qui produira sans se soucier des attentes nouvelles.

Celui qui décide, c'est le consommateur, qui, en conscience, vote pour chacun d'entre vous en effectuant ses achats. C'est aussi l'enjeu des états généraux de l'alimentation qui rassemble tous les acteurs jusqu'aux consommateurs.

Je vous remercie de votre attention.